

LE DÉCLIN DES QUARTIERS OUVRIERS DU CENTRE DE MUMBAI

La manière dont évoluent les quartiers centraux de la plus grande métropole d'Asie du Sud permet de comprendre comment se concrétisent, dans cette importante région, les rhétoriques de proximité, les discours sur la citoyenneté, les polémiques sur l'usage de l'espace urbain et les tendances en matière d'appropriation de la ville, ces dimensions devant se comprendre au regard les unes des autres et dans une perspective historique. Bien que le cas de cette conurbation de 660 km² (pour le « Bombay ») et de 15 millions d'habitants présente des caractéristiques particulières, on retrouve certaines de ses problématiques essentielles dans de nombreux autres cas de métropoles des tiers monde¹.

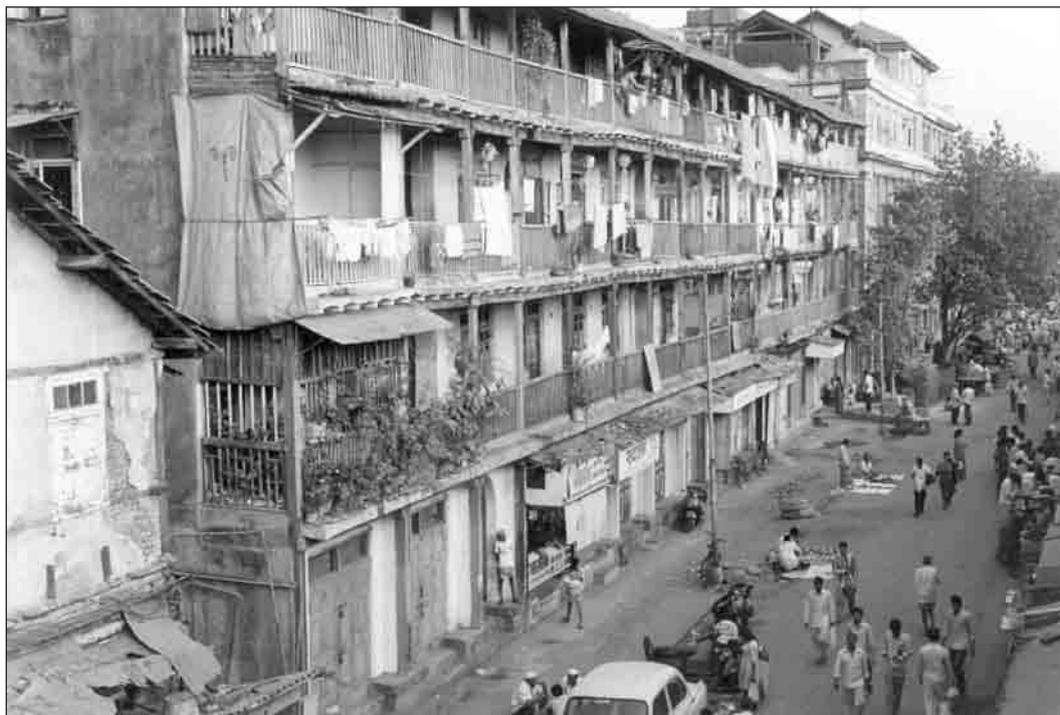
Le centre géographique actuel de la métropole de Mumbai² s'est construit durant un siècle, de manière composite, autour de l'industrie textile. Implantée au milieu du XIXe siècle, cette dernière employait 300 000 personnes en permanence au début des années 1970. Elle faisait vivre directement ou indirectement un million quatre cent mille personnes dans la cité et participait à la stabilisation ou à l'amélioration du revenu de trois à cinq millions de ruraux. 63 entreprises dominées par des cheminées et des bâtiments de style post-victorien quadrillaient l'espace de la cité, rythmant ses activités. Les terrains des usines occupaient, occupent encore, près de trois kilomètres carrés dans ce qui n'était plus un faubourg. On trouvait sur cet espace les unités de production et 6 000 à 10 000 immeubles d'un type particulier, des logements collectifs que l'on appelle *chawls*, fournissant abri à plus d'un million de personnes. Il y avait aussi des bidonvilles faits de cabanes auto-construites, les murs des usines servant de point d'ancrage à des travailleurs précaires. Une douzaine de quartiers populaires constitués pour moitié ou plus de moitié de terrains d'usines textiles, étaient connus sous le nom du *Girangaon*, le village des usines. L'ensemble était borné au nord par l'immense bidonville de Dharavi (600 000 habitants sur 4 km²), à l'est par le port, qui s'étend sur 5 km, à l'ouest, sur la

mer d'Arabie, par des quartiers aisés et au sud par des concentrations de commerces et le quartier des affaires. Il ne reste que 33 usines en activité, employant une main d'œuvre réduite à 60 000 personnes. Cependant, la situation foncière et immobilière créée par le surgissement de l'industrie n'a pas fini de laisser des traces pendant que se perpétuent ou que s'infléchissent de manière remarquable des modes d'habiter la ville et le quartier liés au mode d'insertion particulier des salariés dans Bombay.

La présence d'une énorme concentration industrielle et d'une population ouvrière en centre ville a commencé à être ressentie comme désastreuse par l'élite des clubs d'affaires, ainsi que par les industriels de génération plus récente ayant fait migrer leurs installations dans des banlieues lointaines ou dans d'autres régions, à partir des années 1960. Les théories urbanistiques en vogue s'inspiraient de ce qui se faisait aux USA ou en Europe (et d'ailleurs en Russie soviétique) et le consultant international Mac Kinsey fut invité plusieurs fois, par la municipalité, des clubs de décideurs ou le gouvernement du Maharashtra, dont Mumbai est capitale depuis 1960, à se pencher sur le sort d'une ville à laquelle la décrépitude des *chawls*, la multiplication des bidonvilles et les grèves donnaient une image de marque déplorable pour les investisseurs internationaux. La cité se signalait de plus par des infrastructures insuffisantes, notamment sur le plan routier. En 1965 l'architecte C. Correa divulgua le plan d'une ville débarrassée de l'industrie, pourvue d'espaces verts (elle en avait la plus faible proportion au monde) et parcourue d'autoroutes permettant à la toute petite

1. Lire l'ouvrage très complet de F. Dureau, V. Dupont, E. Lelièvre, J.-P. Lévy, T. Lulle : *Métropoles en mouvement*, publié en 2000 par l'IRD (Paris).

2. Bombay, qui tenait cette appellation de l'histoire coloniale, est devenue Mumbai en 1996.



Grand chawl à Parel.

minorité des automobilistes de parcourir l'étroite péninsule rapidement et de traverser la baie de Thané, qui borde la métropole à l'Est, pour atteindre de nouvelles extensions urbaines débarrassées de la pollution et des ouvriers. Ce plan ne fut jamais mis en œuvre mais en 1971, la Corporation pour le développement industriel et commercial (la CIDCO) entreprit de créer New Bombay (Navi Mumbai). C'est un quartier résidentiel où se concentrent actuellement près d'un million d'habitants dans des immeubles neufs.

Les industriels du textile n'ont jamais formé un front uni ni disposé d'une vision cohérente à long terme malgré la puissance de leur association, la BMOA fondée en 1875. Moins de 10 % des employés étaient logés par les employeurs. La plupart des usiniers étaient ravis de s'être débarrassés de la question du logement ouvrier sur des lotisseurs privés ou la municipalité de Bombay (BMC), ou en laissant les ouvriers construire des cahutes. Ils semblent s'être rendus compte tardivement du délabrement de leurs installations de production. Des campagnes d'intensification du travail, durant les décennies 1940-1960, ont masqué l'obsolescence du matériel, les nombreux conflits sociaux servant souvent à épuiser des stocks sur un marché instable. Les usines cotonnières de la ville restèrent ainsi profitables jusqu'aux années 1970. C'est aussi avec retard, vers 1976, que les industriels ont pris conscience de la possibilité de tirer de leurs terrains d'usines des revenus colossaux en vendant ou en faisant lotir.

Ils devaient se heurter à de nombreuses difficultés. Les licenciements, les fermetures et les ventes d'usines

étaient soumis au contrôle gouvernemental depuis l'époque du Pandit Nehru. Il ne fallait pas non plus songer à tirer de l'argent des ouvriers et des employés installés dans les bâtiments locatifs situés sur les terrains d'usines. D'abord les salaires étaient trop bas. Ensuite, la majorité des immeubles n'appartenaient pas aux usines mais étaient sous le contrôle de propriétaires privés ou d'autres personnages. Enfin les loyers étaient bloqués depuis 1936, puis 1948, à des taux dérisoires. La Loi sur les loyers à Bombay (*Bombay Rent Act*), faisait l'unanimité de la classe politique. Elle a été renforcée ou confirmée 44 fois depuis l'indépendance. Les années 1975-1977 furent pour l'Inde une période d'exception marquée par une rhétorique socialisante. En 1976, le gouvernement d'Indira Gandhi créa la Corporation nationale du textile et entreprit de nationaliser les usines de la branche qui déclaraient des pertes. 13 le furent à Bombay et l'emploi fut maintenu. La même année, le gouvernement du Maharashtra, dominé lui aussi par le Parti du Congrès, édicta la Loi sur le plafonnement de la propriété foncière en ville (*Urban Land Ceiling and Regulation Act*) qui visait à prévenir la spéculation immobilière : chaque propriétaire ne devait pas posséder plus de 400 m². En 1982 quand éclata la quatorzième et dernière grève générale du textile, qui devait se conclure par la nationalisation de 12 nouvelles usines et 100 000 licenciements, la majorité des entrepreneurs de la branche étaient dans l'expectative. Ils ne désiraient ni investir dans les usines, que la CIDCO cherchait à faire déménager, ni se lancer dans les activités foncières ou immo-

bilières, trop risquées, compliquées ou socialement intenable. Ils comprirent seulement qu'ils allaient cesser d'être une puissance, leur victoire dans le conflit³ étant d'abord due à l'intransigeance de l'État.

Ville « blanche », ville « noire » : la ségrégation spatio-raciale

Bombay, ville de colonisation, a été fondée comme comptoir et poste militaire. Les Européens, Portugais et Anglais, durant la première période, ne s'y rendaient qu'afin de faire de l'argent. Si les premiers « aventuriers »⁴ se sont parfois mêlés à la population résidente indigène, cette tendance s'est très vite interrompue, dès que les colons ont fait bâtir des *bungalows*. Ces *bungalows* étaient installés au Sud, près de la garnison, ou vers la mer d'Arabie supposée apporter un climat plus sain. C'étaient des immeubles de bois et de pierre pourvus de logements pour les gardes et les domestiques. Ils étaient négociables mais la propriété du sol demeura le monopole de la Compagnie jusqu'à la fin du XVIIIe siècle.

Les habitats de la population indigène étaient de deux types à partir de la fin du XVIIe siècle. Il y avait les villages (*wada*) souvent nommés par le groupe social qui dominait dans l'endroit (Prabhawada, Koli-



wada). Les pêcheurs Kolis formaient le plus important groupe socio économique C'est de leur nom que provient ce symbole colonial du labeur et de l'abaissement qu'est le *coolie*. Ces villages dans la ville ont survécu jusqu'à aujourd'hui Les autres concentrations abritaient des commerçants arabes, des migrants venus de la confédération marathe (actuel Maharashtra, Madhya Pradesh, Tamil Nadu) et des communautés marchandes et artisans venues du Nord, notamment du Gujarat (parsis et banyss) puis du Rajasthan. Ces groupes ont commencé à constituer les anciens quartiers de Bombay, en commençant par celui du Fort, protégé par des murailles jusqu'au XIXe siècle.

Ils avaient l'allure urbaine mais ne disposaient ni des larges avenues ni des systèmes sanitaires, pourtant

rudimentaires, de la ville « blanche » Les habitants déféquaient par terre et des collecteurs ramassaient les déjections chaque matin. La « ville noire » s'étendit vers le nord, vers Falkland road où se trouvaient les bordels après la première moitié du XIXe siècle. Dans l'esprit des autorités, des normes différentes régissaient les deux univers. La « ville noire » était sale, chaotique, dangereuse, elle n'était quadrillée que par des postes de police ressemblant à des fortins en brousse. Elle était habitée par une majorité de portefaix et de gardes, nécessaires aux activités d'une métropole qui connut sa première splendeur (1820-1880) grâce au commerce du coton et de l'opium. Les enfants naissaient à la maison. Les règlements sévères s'appliquant au bruit et à la libre circulation des véhicules n'y avaient pas cours. Les rues étaient fréquemment mobilisées par des processions religieuses quand elles n'étaient pas obturées par les activités commerciales et artisanales. La « ville blanche » était seule à être considérée comme une cité (*urbs*), bien que les immeubles de la « ville noire », construits comme ceux des autres villes indiennes (Surat, Ahmedabad, Pune) eussent souvent quatre ou cinq étages. En 1834 prit place le premier recensement des immeubles urbains et des terrains. Il s'avéra que la petite communauté parsie possédait plus de la moitié des terres à bâtir, que neuf systèmes de régulation de la propriété du sol (hindous, musulmans, parsis et autres) avaient cours et que les quartiers, qui comptaient déjà une majorité relative de marathisans (locuteurs en langue marath) tendaient déjà à l'homogénéité communautaire, le concept de communauté pouvant être fort variable.

La différenciation « spatio-raciale » entre la « ville noire » et la « ville blanche » n'a jamais été absolue. La tendance vers la remise en cause de cette dichotomie s'est accentuée quand de riches indigènes sont venus habiter les quartiers de la « ville blanche » à partir des années 1830. L'incendie du quartier du Fort en 1820 et la progression de l'universalisme libéral chez les *sahibs* étaient à la base de ces évolutions. Le point de vue sur la cité évolua au cours du siècle puisqu'en 1872, quand la ville fut déclarée « première cité de l'Inde » (devant Calcutta), les autorités parvinrent à ce résultat en recensant toute sa population, y compris les habitants des *wadas* les plus villageois et les résidents des ruelles les plus obscures de l'ex-ville noire. Peu à peu, avec la création de la municipalité (1872) puis son renforcement et son installation dans un bel immeuble de style victorien, la dichotomie « ville blanche » – « ville noire » perdit du terrain. Des avenues furent tracées dans la partie « indigène » mais elles

3. Lire, du même auteur (1989) *La grève du siècle*, Paris, L'Harmattan.

4. La Compagnie des Indes orientales, fondée en 1599 à Londres, s'appelait initialement Compagnie des marchands aventuriers.

étaient et demeurent peu nombreuses. L'ancienne dichotomie racialisante tendait à être remplacée par l'opposition entre les faubourgs, d'abord et avant tout constitués par le Girangaon, et la ville elle-même, la question ouvrière passant au premier plan.

L'habitat ouvrier : mobilité intense, proximité particulière

Les employés des usines textiles ainsi que ceux du port étaient d'abord des migrants venus de l'intérieur et du sud du Maharashtra. Dans le textile des minorités notables (15 à 40 % de la main d'œuvre selon les entreprises) venaient aussi de régions lointaines comme celle d'Allahabad (Uttar Pradesh) ou l'intérieur de l'Andhra Pradesh. La plupart des travailleurs avaient conservé des relations intenses avec les villages. Il était initialement de règle que les ouvriers fussent amenés vers les usines par des recruteurs locaux (*mukadam*) qui entretenaient avec la main d'œuvre des relations de patrons à clients, en sus de leur qualification de chef d'équipe ou d'employés qualifiés. Ces personnages avaient été favorisés par les employeurs et les agences de gestion⁵ qui cherchaient à s'assurer de la disponibilité des ouvriers et ne disposaient pas d'un « marché du travail » comme il peut en exister aujourd'hui. Si la main d'œuvre fut rapidement pléthorique dans les emplois non qualifiés, elle restait difficile d'accès : différences de langage, faible motivation pour travailler à l'usine, liens de sujétion immobilisant les plus pauvres dans les zones rurales, difficultés pour se déplacer et faire parvenir des messages. Le système des *mukadams* permettait de surmonter partiellement ces difficultés. Il facilitait en outre la débauche rapide de la main d'œuvre, événement qui se produisit de manière répétitive durant la période « libérale » (1856-1947) de l'industrie textile en Inde⁶. Ces pratiques expliquent pourquoi les employeurs firent très peu d'efforts pour fixer et loger la main d'œuvre. Les logements pour ouvriers étaient la propriété de recruteurs et d'usuriers. Si la construction des usines apporta sur la scène locale une entité urbaine inédite, les concentrations de salariés ceinturant les installations de production, la régulation de la vie dans les lieux de résidence et dans les rues resta du domaine des marchands de main d'œuvre, de commerçants appartenant aux milieux populaires et des notables ruraux. La police n'y intervenait que pour faire régner l'ordre et briser les grèves. Jusqu'aux années 1980, les ouvriers du textile conservèrent l'habitude (rurale) de déféquer sur les trottoirs de l'usine, les industriels se souciant peu de leur fournir des toilettes.

L'appropriation de la rue était d'abord le fait des usiniers, de leurs sirènes et de leurs charrettes mais les normes qui avaient prévalu dans la « ville noire » avaient aussi cours, au moins partiellement dans les



Rue de chawls à Currey Road.

quartiers ouvriers. Au quotidien l'espace public était utilisé pour discuter, se laver, se disputer, cracher du bétel, fumer des « bidies », boire du thé, procéder au séchage de la nourriture ou du linge, faire la queue pour l'eau, parier et jouer, boire de l'alcool. L'exceptionnel était marqué par la construction des temples, les fêtes religieuses, les mariages et... les grèves. La présence des *akharas*, clubs de lutte marathe, complétait la scène. Ces clubs étaient le rendez-vous de la jeunesse ouvrière. C'est en leur sein que se formaient les petits caïds qui tendaient à s'approprier des bouts de trottoir.

Durant toute la période de prospérité de l'industrie textile, les femmes étaient fortement minoritaires dans les quartiers ouvriers (6 femmes pour 10 hommes) mais, très tôt, la tendance à user de la rue proche comme d'une extension de la maison, où vivaient les enfants et où les femmes pouvaient se promener en tenue d'intérieur, se manifesta. Les ruelles où se concentraient les employés du textile n'étaient pas des lieux publics au sens où nous l'entendons. Hormis les colporteurs et les policiers il n'y venait pas d'étrangers. Ces rues étaient en revanche appropriées par de petits collectifs constitués par des travailleurs venus d'un même village, des membres de leur maisonnée et des parents plus éloignés, voire des connaissances, en transit depuis les campagnes. Le passage de ces gens provoquait dans le *chawl* un flottement perpétuel de population, le nombre de ruraux présents était souvent aussi important que celui des ouvriers. C'est à la présence massive de ruraux et au caractère villageois des ouvriers

5. Entreprises de gestion rémunérées au pourcentage sur les bénéficiaires. Abolies en 1971.

6. Chandra B., (1977), *The Rise and Growth of Economic Nationalism in India*, New Delhi, People's Publishing House.

que l'on doit cette habitude de laisser ouvertes toute la journée les portes des logements ouvriers. Ces derniers apparaissent comme des cellules dans un espace communautaire plus vaste. L'appropriation collective des espaces de proximité par une population associée par l'origine communautaire et le travail rendait, généralement, le vol ou les agressions impossibles.

De leur côté les ouvriers, incités par leurs employeurs, partaient en moyenne un trimestre par an vers les zones rurales où ils participaient aux travaux, aux mariages et aux réunions d'une société restée centrée sur ses campagnes. La mobilité urbaine des ouvriers se résumait donc au trajet usine travail et à l'occupation intensive de la ruelle proche. Ils ne s'approprièrent la ville, partiellement et difficilement, que durant les grèves et les émeutes.

Le logement ouvrier

L'univers des *chawls* de Bombay se caractérise par l'entassement. Les locataires ont construit des mezzanines ou d'autres extensions afin d'accueillir des personnes supplémentaires. L'unité d'habitation est depuis les origines le *kholi*, constitué d'une pièce avec, parfois, une salle de bains attenante et, plus souvent, une cuisine de faible taille. Séjourner à trois ou quatre personnes par *kholi*; de 3x3m est encore une situation courante. Ces lieux pourvus d'un équipement spartiate restent ouverts sur le vacarme de la rue. Quand ils fouillent dans leurs mémoires les personnes âgées de notre époque ne trouvent pas de période où le surpeuplement et les problèmes du quotidien auraient été moins difficiles. Jusqu'aux années 1960 les familles étaient soumises à des tensions nettement plus dures : disettes au village, alcoolisme, bagarres, disputes autour des points d'eau, épidémies. La gestion de l'espace était cependant probablement moins tendue⁷.

Il existe depuis les origines des parties communes dans les *chawls*. Elles peuvent être constituées par de grands couloirs ou des porches aménagés pour le séjour de personnes en transit et pourvus à cet effet de lits de cordes. Dans certains *chawls* il existe des balcons sur lesquels il est possible de faire dormir les ruraux de passage pour des séjours de quelques heures à quelques... années. Les allées, balcons et porches sont appropriés par les résidents selon des règles mouvantes, qui peuvent être fort subtiles : l'ancienneté de résidence, le statut au travail, celui de la caste, la réputation, le nombre donnent des prérogatives. Ces portions communes sont aussi le siège d'une activité commerciale ou de services (barbiers, masseurs, nettoyeurs d'oreilles, etc.). Ces lieux tendent à évoquer la rue d'un village mais aussi les communs d'un terroir. Cela explique une partie de l'attachement des habitants à leurs *chawls*.

Le peuplement des *chawls* tend à être homogène sur le plan communautaire (de caste, de religion, de région

et de langue). Il existe trois raisons à cette tendance très accusée.

La propension à l'essaimage familial est une tactique propre aux dominés, qui met en scène leur conception de la société et de la loyauté. Au fur et à mesure qu'une famille s'est installée dans un *chawl*, un processus qui peut s'étaler sur trois ou quatre générations, elle s'est fréquemment répandue dans plusieurs *kholis* qui peuvent être situés à des étages différents, voire dans un immeuble proche – ou au loin – car on a souvent construit des ensembles de *chawls* (de deux à dix bâtiments le plus communément). Cette tendance s'affirme encore car on reste longtemps dans les *chawls*. Selon une enquête effectuée en 1998, 50 % des logements urbains anciens n'ont pas changé de mains depuis 1947⁸. Le pourcentage est probablement plus élevé dans les logements ouvriers où la mobilité a souvent pris place dans le même immeuble.

Les pratiques des recruteurs de main d'œuvre, qui furent partiellement relayées par le clientélisme du syndicat hégémonique RMMS⁹ après 1946, visaient à favoriser l'établissement de loyautés basées sur le lien familial. Les réseaux de relation des *mukadam* étaient d'abord basés sur la connivence culturelle et les liens de patronage à faible rayon d'action. Les recruteurs, puis les cadres du RMMS, accordaient par ailleurs de l'importance aux recommandations effectuées par les ouvriers dociles ou/et productifs qui tendaient à favoriser leur parenté.

La tension intercommunautaire a enfin favorisé les regroupements. Les conflits entre hindous et musulmans ont très fortement marqué le Girangaon. Des violences localisées éclatent chaque année depuis la fin du XIXe siècle mais des conflits d'envergure ont aussi pris place. Ils se sont nourris du manque d'espace et de travail mais ils obéissaient aussi à leurs logiques propres de l'honneur et d'affirmation de l'identité collective. 1929, 1946, 1970, 1984 et 1993 ont notamment marqué l'histoire du Girangaon. Des affrontements violents ont aussi opposé les Maharashtrais aux Tamouls et aux Kannadigas (1965-1970) ainsi que les castes moyennes maharashtriennes aux basses castes. Lorsque le conflit est trop sévère, les familles isolées loin d'un regroupement communautaire tendent à rejoindre un immeuble peuplé de membres de leur groupe de référence.

Le résultat de ces influences cumulées (essaimage familial, politiques de recrutement de caste, conflits

7. Entretiens avec des ouvriers du textile réalisés à propos de la grande grève en septembre et octobre 1986.

8. Lire Sherlock S., (1996), «Class Reformation in Mumbai. Has Organised labour Risen to the Challenge?», *Economic and Political Weekly*, 28 décembre; «EPW Research Foundation, Mumbai's Textile Mills and the Land Question», *Economic and Political Weekly*, 25 octobre.

9. Rashtlya Mill Mazdoor Sangh, Organisation des travailleurs du textile, affilié au Parti du Congrès, adepte de la collaboration de classe et du paternalisme.

intercommunautaires) est la présence de *chawls* contenant les membres d'une seule caste issue d'un seul village. Les marathas¹⁰ sont particulièrement nombreux parmi les employés du textile. Des centaines de *chawls* sont habités par les membres de cette « caste » de statut moyen. D'autres contiennent des concentrations de gens associés par la langue les *bhais*¹¹ de l'Uttar Pradesh qui s'expriment en hindi, le métier (les tisserands de l'Andhra Pradesh) ou le village d'origine, pour les personnes venues de la côte du Konkane au dessous de Mumbai.

Appropriation de l'espace et situation foncière

Les modes particuliers d'appropriation de l'espace de proximité du logement, vu comme une extension d'un logement trop petit et soumis à des normes communautaires, doivent être rapportés aux conditions d'occupation de l'habitat.

La propriété privée des logements est la norme officielle mais son incarnation est très fluctuante dans le Girangaon. La notion d'ayant-droits inégaux paraît aussi souvent de mise. La complexité du XIXe siècle, celle des 9 régimes de transmission des biens immobiliers, a évolué mais elle ne s'est pas forcément simplifiée. Dans un même immeuble deux ou trois familles, dont un seul propriétaire en titre peuvent avoir des prétentions sur le terrain pendant que d'autres possèdent les murs du bâti, d'autres encore disposant du droit de faire du commerce et d'autres enfin n'ayant, contre paiement, que la possibilité d'habiter. Dans les quartiers ouvriers, les systèmes de patronage ont toujours eu de l'importance sur le plan immobilier. Ils attribuaient à des personnalités respectées mais aussi à des caïds plus sulfureux, la jouissance de locaux correspondant à leur rang ou à leur influence. Les autres habitants ou des dépendants situés à l'extérieur leur payent tribut, selon des modalités diverses. Après 1946 le syndicat RMMS devint un acteur essentiel de ces jeux clientélistes centrés sur l'espace de vie, qui permettaient la pérennisation des situations de « village en ville ». Depuis le début du XXe siècle un droit de transmission des tenures, payable en argent, symbolise l'évolution. Ce droit parfaitement illégal, le *pagri*, s'ajoute au loyer éventuel, pouvant être exigé par le propriétaire, l'homme fort du quartier mais aussi le locataire ayant-droit, s'il quitte son logement. Depuis 1980, les taux du *pagri* sont devenus exorbitants.

Après sa création en 1966, la Shiv Sena, un parti populiste, promaharashtrien et plébéien s'introduisit sur la scène. La particularité de cette Shiv Sena, qui disposa selon les périodes, de 40 000 à 120 000 membres en ville est d'avoir construit un réseau de branches implantées dans tous les quartiers, et surtout le Girangaon, dont la bienfaisance et l'entraide sociale sont des

activités centrales. Capable de capitaliser le pouvoir de nombreux caïds de trottoir, elle s'appuie en outre sur des milliers d'associations : clubs de jeunes, de sport, comités de fêtes, qui sont nés avec elle et participent à une gestion collective de l'espace de proximité. La Shiv Sena s'est distinguée en inscrivant dans l'espace urbain ses symboles et en quadrillant tous les quartiers populaires de signes de sa présence, dans ses branches, les clubs de quartier et les *chawls*.

La Shiv Sena infléchit fortement les modes populaires d'appropriation globale de la ville nés avec les fêtes religieuses au XIXe siècle, puis les grèves, le mouvement national et le mouvement pour la création du Maharashtra (1950-1960). Elle incita systématiquement ses membres, notamment les jeunes ouvriers et chômeurs, à manifester vers les beaux quartiers et à s'approprier les promenades de bord de mer et la plage, auparavant réservés aux riches. Le parti a longtemps (1976-1985) eu tendance à favoriser le statu quo dans le secteur du logement, où le surpeuplement et le mauvais état du bâti étaient échangés contre une sécurité relative et des loyers très bas ou inexistantes. Elle entreprit pourtant de changer aussi les modes quotidiens d'habiter le quartier, d'abord en s'attaquant à l'omniprésence de l'ordure, puis en forçant les administrations à faire leur travail



Branche n° 42 de la Shiv Sena à Kalachowki.

d'entretien. La Shiv Sena développa l'idée d'une communauté harmonieuse des habitants de chaque quartier (*mohalla*), luttant aussi contre les mœurs jugées dépravées (mariages multiples) et l'alcoolisme.

Les locataires n'étaient donc pas des « loueurs d'espace » comme nous le comprenons aujourd'hui en

10. Ensemble de groupes de paysans marathaisants, d'ailleurs divisés en plusieurs ensembles de statut inégal, se revendiquant fréquemment du statut de *kstrya* (second varna de la hiérarchie rituelle des ordres dans l'hindouisme brahmanique). De petites castes se sont aussi fréquemment agrégées à l'ensemble, profitant du fait que, à Mumbai, maratha et marathi (Maharashtrien) sont fréquemment confondus. L'ensemble approche 30 % de la population provinciale (80 millions), ce qui est considérable et fait des marathas une entité incontournable, notamment en politique.

11. Lit. : « frères », par allusion à leur manière de s'appeler.

France. Les lois limitant les loyers et régulant la propriété du sol, le pouvoir des médiateurs, la complexité des droits sur le logement et l'action de la Shiv Sena se sont conjugués jusqu'au début des années 1980 pour associer le mode d'appropriation populaire de l'espace urbain à des modalités très particulière, fluctuantes, du droit de propriété.

La fin d'une époque ?

Depuis cette époque le consensus relatif des hommes politiques sur la question du logement a cédé la place à plusieurs types de dynamiques dont le caractère contradictoire tend à immobiliser la situation, mais d'une autre manière.

La communautarisation de l'espace bâti n'a pas régressé, bien au contraire, dans les quartiers populaires du centre ville. Elle a cependant changé de



Tour en construction (1994) à Parel.

modalités. Les *chawls* monocommunautaires ont perpétué leur tradition mais des ensembles plus grands, basés sur des communautés d'appartenance plus floues et plus vastes (hindous, musulmans, maharashtriens de souche, etc.) tendent à s'imposer à la suite de l'aggravation des tensions, notamment celles qui séparent

la majorité hindoue, effrayée et polarisée par la Shiv Sena¹² et la minorité musulmane. S'il n'existe pas encore de véritables ghettos à Mumbai c'est une perspective qui devient envisageable depuis les grands conflits de 1992-1993 qui ont vu 100 000 personnes changer de localité.

La thématique du nettoyage urbain, qui visait initialement les habitants des cabanes de trottoir et leur mode d'user de l'espace urbain, a dominé les années 1980. Il y a eu deux nuances principales. Les grands décideurs et les hommes d'affaires se prononçaient pour l'éradication des bidonvilles quel que soit le lieu de leur implantation. Il s'agissait de promouvoir l'image de « Bombay ville propre », accueillante aux cadres expatriés des multinationales et aux automobiles, ville où l'individualisme et un certain sens de la Loi auraient arraché les rues au mode d'habiter des collectifs populaires et imposé la propriété privée des biens immobiliers. La saleté, les excréments et les crachats des mâcheurs de bétel furent au centre de nombreuses polémiques et de campagnes « civiques » entreprises par des institutions comme le Rotary Club mais aussi par la municipalité. C'est cette dernière et le gouvernement du Maharashtra qui procédèrent à près de deux millions d'expulsions entre 1981 et 2000, repoussant les illégaux dans les banlieues lointaines. Ces campagnes contre le mode d'habiter des classes pauvres (habitants des *chawls* compris) touchèrent des dizaines de milliers de familles des quartiers textiles.

« Nettoyer » la ville et « l'embellir » furent aussi des thèmes de la Shiv Sena, qui a contrôlé la municipalité de 1985 à 1992 puis de 1997 à aujourd'hui, obtenant aussi la direction de la province en 1995. Cette organisation de « dominés aspirant au statut de dominants » tenta de refuser le monopole du « civisme » aux clubs de l'élite. Elle pratiqua souvent la surenchère. Elle introduisit deux nuances d'importance : les Maharashtrais devaient être protégés, ou traités moins rudement que les autres, et « l'embellissement de la ville » devait passer par son changement de nom, de Bombay en Mumbai. Les militants de la Shiv Sena eurent beaucoup de mal à faire passer les mots d'ordre concernant les crachats de bétel puis les cigarettes, mais ils furent soutenus quand il s'agissait de débarrasser les tas de détritiques et d'ériger des latrines. La liquidation des bidonvilles où dominaient les boucs émissaires musulmans¹³ suscita plus de passions et de réticences. Poussés par les éléments de la petite bourgeoisie et des « élites subalternes » qui l'avaient investi au cours des années 1980, la Shiv Sena mit par ailleurs l'accent sur des thèmes sécuritaires. Elle laissa enfin passer des projets

12. Lire, du même auteur (2000), *Bombay en flammes*, 1992, Paris, L'Harmattan.

13. Lire, du même auteur (2000), *Bombay/Mumbai*, Paris, éditions Autrement.

visant à abolir le contrôle des loyers et les lois contre la spéculation foncière. Cette évolution, qui mettait en cause le cœur de son implantation urbaine, provoqua des scissions, des crises et l'échec électoral du mouvement, qui perdit le contrôle du gouvernement du Maharashtra en 2000.

Le bruit comme ultime résistance

L'art de vivre si spécifique du Girangaon n'est pas mort malgré l'arrêt de la plupart des cheminées d'usines. Le réseau très dense des clubs de jeunes et comités des fêtes religieuses, qui semble constituer une transition entre l'art de vivre pseudo villageois et l'intégration au milieu urbain, est plus dense que jamais. Il semble cependant en sursis. Plusieurs ensembles d'immeubles de très haut standing se sont installés dans le paysage. Ce sont des tours de 25 à 35 étages, entourées de murs, protégées par des gardes armés et où l'on ne pénètre qu'en automobile. La propriété privée y semble incontestée. Les propriétaires sont souvent absentéistes,

parce qu'ils possèdent d'autres logements et considèrent ces avoirs comme des placements. Ce grignotage de l'espace du Girangaon par la logique du profit et les pratiques somptuaires des couches dominantes met en cause le profond sentiment d'intimité avec leur lieu de vie qu'avaient les habitants des *chawls*. Le malaise face aux nouveaux venus et à leurs manières individualistes est combiné, chez les anciens résidents, à la poussée du chômage et à la fermeture des usines. L'évolution des mentalités populaires prend place dans ce cadre. Si le droit des clubs de jeunes à polluer l'espace sonore durant les grandes fêtes est moins contesté que jamais, étant peut-être l'ultime résistance d'un univers en voie de déliquescence, les lieux de discussion, de flânerie, de vie en commun et d'émotion partagées se raréfient sans cesse. Enfin, le lien avec le monde rural s'est inversé. Les gens des campagnes sont fascinés par la métropole et les urbains n'envisagent plus, comme ils le faisaient avant, de retourner au village à l'âge de la retraite.

Gérard Heuzé

Gérard Heuzé est socio-anthropologue, chargé de recherches au CNRS, membre du Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud et de l'école doctorale de l'École des hautes études en sciences sociales. Les connaissances utilisées ici ont été acquises lors d'approches de terrains effectuées à Bombay, puis Mumbai, entre 1982 et 1999.

<GeHeuze@wanadoo.fr>